

Le journaliste a mal compris sans doute la déclaration faite à Pincher Creek. Néanmoins, les hausses des salaires et des profits, l'élargissement des programmes qui mènent à des impôts plus élevés, aggravent la tendance inflationniste. Les salaires montent, entraînant dans leur sillage les prix à la consommation, ce qui annule les hausses de salaire, car les marchandises coûtent davantage. Cela devient un cercle vicieux. Des profits, des impôts, des salaires élevés, des programmes socialistes grandioses aux frais de l'État, tout cela relève le coût de la vie. Personne ne peut le nier. Notre pays a un besoin criant de chefs qui établissent une hiérarchie des besoins.

Que faudrait-il entreprendre dès maintenant? Que devrions-nous faire? Il est inutile de critiquer à moins d'avoir une autre solution à offrir. Au lieu d'instituer des programmes et de les remettre à deux ans—le régime actuel est universel—nous devons accorder un aide financière aux provinces et aux municipalités en vue de multiplier rapidement les occasions dans le domaine éducatif. Nous aurons besoin d'un plus grand nombre de médecins, d'infirmières et de techniciens avant qu'un régime universel de soins médicaux puisse entrer en vigueur. Il faut construire des écoles, des collèges et des universités dès maintenant et offrir à tous la possibilité de s'instruire afin d'accroître leur rendement économique et social. Par-dessus tout, nous devrions aider chaque citoyen à assumer des responsabilités plus nombreuses au lieu d'être un fardeau pour l'État, comme le sont certaines personnes inemployables. Nous devrions réduire le nombre de nécessiteux grâce à l'instruction.

Envisageons la situation du point de vue des gouvernements locaux et des municipalités. Le chef du Nouveau parti démocratique en sait sûrement quelque chose, car il a été premier ministre d'une province. Depuis 1959, les dépenses des gouvernements locaux pour l'éducation sont passées de 548 à 797 millions de dollars, goutte d'eau dans la mer quant aux besoins et à la demande d'instruction supérieure au Canada. En ce qui concerne les Canadiens compris dans le groupe d'âge de 10 à 14 ans, les possibilités de s'instruire sont presque égales pour 97 p. 100 d'entre eux.

Dans les écoles secondaires, les possibilités offertes aux catégories d'âge de 15 à 19 ans ne sont pas équivalentes. Le nombre d'étudiants qui poursuivent leurs études secondaires varie d'une province à l'autre; par exemple, d'une proportion maximum de 68 p. 100 en Colombie-Britannique, suivie de près par l'Alberta et la Saskatchewan, jusqu'à la proportion la plus faible de 50 p. 100 dans la province de Québec. Cela signifie que 50 p. 100

des écoliers qui ont terminé leur huitième année dans la province de Québec ne persévèrent pas. Cela signifie également qu'environ 30 p. 100 des étudiants sont impersévérants en Colombie-Britannique et environ 34 p. 100 en Saskatchewan et en Alberta.

● (3.50 p.m.)

Nous savons tous que le quotient intellectuel influe dans une certaine mesure sur la poursuite des études, mais l'absence de possibilités de s'instruire est la principale cause des défections scolaires. Considérons la situation dans les universités. Dans la catégorie d'âge de 20 à 24 ans, les possibilités ne sont pas analogues dans les universités et s'échelonnent d'une proportion maximum de 9.5 p. 100 en Colombie-Britannique à la proportion la plus faible de 3.9 p. 100 à Terre-Neuve. Comme la moyenne canadienne s'établit à 8 p. 100, cela signifie que seules 8 personnes sur 100 fréquentent l'université. Le ministre n'a pas à se le reprocher, bien entendu; je signale que seules 8 personnes sur 100 qui s'engagent sur le marché du travail au Canada jouissent d'une instruction universitaire.

De plus, on assiste à un exode immense de nos compétences vers les États-Unis. Selon moi, cette statistique est importante, car je crois que l'enseignement devrait avoir priorité sur la mise en œuvre du projet de loi à l'étude. La scolarité moyenne du jeune Canadien moyen est d'environ 8.2 années. Les chiffres les plus récents à cet égard sont ceux du dernier recensement du Canada; ils peuvent peut-être être plus élevés maintenant, mais pas beaucoup. Les provinces dépensent entre \$417 (en Alberta) et \$140 (à Terre-Neuve) par étudiant.

En 1961, monsieur l'Orateur, le Canada a affecté une plus grande part de son produit national brut aux services de santé que toute autre nation visée par l'enquête de la Commission Hall—et ce en dépit des affirmations de certains de mes honorables amis parfois sur la tribune électorale—à l'exception de l'Australie. Par exemple, le Canada a affecté 5.8 p. 100 de son produit national brut à la santé, l'Angleterre, 4.7 p. 100, Israël, 5.1 p. 100, la Suède, que l'on a citée en exemple, 4.7 p. 100 et les États-Unis, 5.5 p. 100. Ces chiffres ont été vérifiés aujourd'hui.

Le Canada compte parmi les pays mieux partagés pour ce qui est du nombre de lits d'hôpitaux au prorata de la population, et cela en revient en partie à notre gouvernement. En 1959, sur 20 pays occidentaux, la Suisse avait la plus basse proportion, avec 80 personnes par lit d'hôpital, suivie par le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Suède, avec 90 personnes par lit. Les États-Unis, le Royaume-Uni, le Danemark et la Norvège